

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'éducation, de l'enseignement
supérieur, de la jeunesse et des sports

Papeete, le 25 oct. 2016

N° 160 - 2016

Document mis
en distribution

Le 25 OCT. 2016

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation de l'avenant 2016-04 à la convention entre l'État et la Polynésie française n° HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation,

présenté au nom de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

par les représentants M. Félix FAATAU, M^{me} Isabelle SACHET et M. Ronald TUMAHAI

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 7718/PR du 11 octobre 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation de l'avenant 2016-04 à la convention entre l'État et la Polynésie française n° HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation.

La convention du 4 avril 2007 a pour objet de définir, les dispositions contractuelles d'accompagnement de l'État pour le développement du système éducatif polynésien. Dans ce cadre, la convention a également posé le principe selon lequel l'État participe aux dépenses assumées par la Polynésie française au titre de ses compétences en allouant à celle-ci les moyens financiers et en personnels nécessaires à la réussite du développement du système éducatif polynésien.

L'article 21 de la convention dispose que la Polynésie française assure les dépenses de fonctionnement, d'équipement, de construction, de maintenance, de sécurité et de reconstruction des établissements scolaires du second degré public. Elle reçoit chaque année de l'État une participation financière aux dépenses qu'elle assume. Cette participation financière est définie chaque année par voie d'avenant.

Par délibérations n° 2016-60 et 2016-61 du 7 juillet 2016 et n° 2016-93 APF du 15 septembre 2016, l'assemblée de la Polynésie française a approuvé les projets d'avenant 1, 2 et 3 pour l'année 2016 de la participation financière de l'État aux dépenses de fonctionnement. Les avenants 1 et 2 ont été signés par la Polynésie française et l'État le 22 juillet 2016.

Le montant des crédits budgétaires (*avenants 2016-01, 2016-02 et 2016-03*) attribués à la Polynésie française s'élève de manière globale, tous programmes confondus (*hors section d'investissement*), pour cette année, à la somme de 14 872 194 €, soit près de 1,775 milliard de F CFP :

- enseignement privé du premier et du second degré (1 000 000 €, soit près de 119,400 millions de F CFP)
- enseignement scolaire public du premier degré (231 000 €, soit près de 27,566 millions de F CFP)
- enseignement scolaire public du second degré (5 538 130 €, soit près de 660, 875 millions de F CFP)
- soutien de la politique de l'éducation nationale (2 850 000 €, soit environ 340 millions de F CFP)
- vie de l'élève (5 253 064 €, soit près de 626,858 millions de F CFP).

Le montant complémentaire des crédits budgétaires attribués à la Polynésie française par le présent avenant 2016-04 s'élève à 135 190 €, soit près de 16,133 millions F CFP.

La répartition des crédits budgétaires par programme est la suivante :

- **Programme 139 « Enseignement privé du premier et du second degré »** : 68 000 €, soit près de 8,115 millions de F CFP pour couvrir les fonds sociaux, les dépenses en crédits pédagogiques et de fonctionnement (*dont notamment la participation au fonctionnement et à la création de l'infirmier*)

Répartis comme suit :

- * 23 000 € soit près de 2,745 millions de F CFP au profit de la Direction de l'enseignement adventiste ;
 - * 45 000 € soit près de 5,370 millions de F CFP au profit de la Direction de l'enseignement protestant.
- **Programme 140 « Enseignement scolaire public du premier degré »** : 8 370 €, soit 998 807 F CFP, au titre du Collège numérique de Faa'a (*Ressources pédagogiques numériques*).
 - **Programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale »** : 46 820 €, soit environ 5, 587 millions de F CFP dits « crédits d'intervention », au titre du Collège numérique de Faa'a (*Equipement numériques*).
 - **Programme 230 « Vie de l'élève »** : 12 000 €, soit près de 1,432 millions de F CFP au titre des fonds sociaux.

Ce quatrième avenant porte le montant total des crédits budgétaires alloués à la Polynésie française, tous programmes confondus (*hors DGI*), pour cette année, à la somme de 15 007 384 €, soit près de 1,791 milliard F CFP.

*
* *

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Félix FAATAU

Isabelle SACHET

Ronald TUMAHAU

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DEE1600814DL

DÉLIBÉRATION N° 2016-106/APF

DU 10 NOVEMBRE 2016

portant approbation de l'avenant 2016-04 à la convention entre l'État et la Polynésie française n° HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'arrêté n° 1539 CM du 11 octobre 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3301/2016/APF/SG du 3 novembre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 160-2016 du 25 octobre 2016 de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;


Dans sa séance du 10 novembre 2016 ;

A D O P T E :

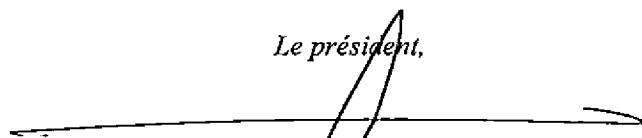
Article 1^{er}.- L'avenant 2016-04 à la convention entre l'État et la Polynésie française n° HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation est approuvé.

Article 2.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,


Loïs SALMON-AMARU

Le président,


Marcel TUIHANI



POLYNÉSIE FRANÇAISE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA
RECHERCHE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUT-COMMISSARIAT DE LA
RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avenant 2016-04 à la convention entre l'État et la Polynésie française HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation

Article 1 :

Au titre III de la convention HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation, l'article 21 est modifié comme suit :

Article 21 : la Polynésie française assure les dépenses de fonctionnement, d'équipement, de construction, de maintenance, de sécurité et de reconstruction des établissements scolaires du second degré public.

Elle reçoit chaque année de l'État, une participation financière aux dépenses qu'elle assume.

La participation de l'État à ces dépenses pour l'exercice budgétaire 2016 est abondée comme suit :

1. Programme 0139, « Enseignement privé du premier et du second degré » : 68 000 € (AE=CP) répartis comme suit :

- a) Une dotation au profit de la direction de l'enseignement adventiste de 23 000 € pour couvrir les fonds sociaux, les dépenses en crédits pédagogiques et de fonctionnement (participation au fonctionnement et à la création de l'infirmerie) :

Domaine fonctionnel	Nature de la dépense	Montant
0139-08-03	Fonds sociaux	18 000 €
0139-09-02	Crédits pédagogiques	2 000 €
0139-09-04	Dépenses de fonctionnement	3 000 €

- b) Une dotation au profit de la direction de l'enseignement protestant de 45 000 € pour couvrir les fonds sociaux, les dépenses en crédits pédagogiques et de fonctionnement (participation au fonctionnement et à la création de l'infirmerie) :

Domaine fonctionnel	Nature de la dépense	Montant
0139-08-03	Fonds sociaux	25 000 €
0139-09-02	Crédits pédagogiques	15 000 €
0139-09-04	Dépenses de fonctionnement	4 000 €

2. Programme 0141, « Enseignement scolaire public du second degré » : 8 370 € (AE=CP) au titre du collège numérique de Faa'a. Les crédits alloués sont financés dans le cadre du fonds de concours n°1-2-00441 conformément à la répartition ci-après :

Domaine fonctionnel	Nature de la dépense	Montant
0141-01	INEE – ressources pédagogiques numériques	8 370 €

3. Programme 0214, « Soutien de la politique de l'éducation nationale » : 46 820 € (AE uniquement) au titre du collège numérique de Faa'a. Les crédits alloués sont financés dans le cadre du fonds de concours n°1-2-00442, conformément à la répartition ci-après :

Domaine fonctionnel	Nature de la dépense	Montant
0214-08-02	INEE – équipements	46820 €

4. Programme 0230, « Vie de l'élève » : 12 000 € (AE=CP) au titre des fonds sociaux.

Domaine fonctionnel	Nature de la dépense	Montant
0230-04-02	Fonds sociaux	12 000 €

Article 2 :

L'ensemble de ces participations financières ne préjuge pas du montant de la dotation initiale qui sera retenue par l'État, après avis rendu par la commission consultative d'évaluation des charges préalablement à la mise en place de la dotation globale de compensation prévue à l'article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, modifiée, portant statut d'autonomie interne de la Polynésie française.

Article 3 :

En application de l'article 32 de la convention HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation, les services du ministère de l'éducation de Polynésie française adressent au vice-rectorat toutes les pièces justificatives nécessaires à la constatation des droits et à la liquidation des dépenses. Ce compte-rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'année scolaire 2016-2017.

Article 4 :

Les dispositions du présent avenant seront publiées au journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le

Le Président de la Polynésie française

Pour la ministre de l'éducation nationale,
Le Haut-commissaire de la République en
Polynésie française

Édouard FRITCH

René BIDAL

Visa de Madame l'administrateur général des finances publiques
de la Polynésie française

VISA n° *CB2016-326*
Direction des Finances Publiques
de la Polynésie Française
CONTRAT BUDGÉTAIRE

20 SEP. 2016

L'Administrateur Général
des Finances Publiques

Pour l'Administratrice Générale
des Finances Publiques
Le Fondé de Pouvoir


Dominique GROSJEAN